



» Téléchargez ce numéro

édito



Yvon
RAMIS

Président
de l'ADGCF



« Le Grand Bornand en ligne de mire »

Six mois : c'est le laps de temps qui s'est écoulé depuis que les adhérents de l'ADGCF ont accordé leur confiance à la liste que je conduisais. L'heure d'un premier bilan est donc arrivée.

Bien sûr, nous ne sommes pas sortis du tunnel pandémique ; les directeurs généraux sont toujours sur le pont, particulièrement mobilisés ces dernières semaines par le déploiement des « vaccinodromes ». Quoi qu'il en soit, c'est dans ce contexte que notre Association, animée par son nouveau Conseil d'administration, s'est mise en ordre de marche. Rappelons que notre feuille de route était prête, validée par nos membres, à l'occasion du processus d'élaboration de notre projet associatif, voté en septembre dernier.

Aussi, plutôt que de dresser un inventaire détaillé de notre action, je voudrais plus simplement revenir sur trois points essentiels à mes yeux, dans la mesure où ils illustrent parfaitement les valeurs et l'esprit de l'ADGCF.

Le réseau professionnel

En ce qui concerne nos missions de « réseau professionnel » tout d'abord, les dernières élections locales ont vu un profond renouvellement des équipes de direction des communautés et métropoles, bon nombre de nos collègues expérimentant les contraintes et les désagréments d'une mobilité plus « subie » que « choisie ».

Certes, il s'agit d'un risque inhérent aux fonctions de direction générale et nous l'acceptons ; mais nous avons eu l'occasion de le dire à nos amis de l'AdCF, il importe de veiller à ce que les DG ne soient pas les variables d'ajustement des nouvelles gouvernances communautaires et que certaines situations ne s'enveniment, voire ne deviennent dramatiques. Durant ces derniers mois, l'Association a ainsi consolidé son dispositif de soutien juridique en travaillant, avec la SMACL, à la mise en place de nouveaux services en ligne, dans l'objectif de gagner en réactivité et en qualité de prise en charge.

C'est bien dans cette perspective de « soutien » que s'inscrit la « bourse aux missions » de l'ADGCF, lancée à l'automne 2020 et qui vise à mettre en interaction les intercommunalités à la recherche d'une expertise ponctuelle et les managers territoriaux en situation de transition professionnelle.

Quant à la démarche d'accompagnement de carrière destinée aux femmes cadres dirigeantes des communautés et métropoles, elle connaît un vif succès ; j'en veux pour preuve la première promotion, marrainée par l'ancienne ministre des Familles, de l'Enfance et des Droits des Femmes, Laurence Rossignol, qui réunit 25 de nos collègues. **C'est cet esprit de solidarité, entre pairs, que promeut l'ADGCF.**

La vie en région

Ensuite, parce que la contextualisation des problématiques intercommunales constitue un impératif pour nos adhérents, il était nécessaire, en ce début de mandat, de redonner du souffle à la

dynamique de nos délégations régionales. Malgré les contraintes sanitaires, nos délégués locaux proposent ainsi une offre régulière de webinaires, dans l'objectif de maintenir le « lien », mais aussi et surtout de décrypter les défis et les enjeux qui bousculent actuellement les communautés et les métropoles.

Au-delà des thématiques repérées ici et là - ZAN, finances « responsables », usage managérial du numérique, etc. - je voudrais évoquer ici le cycle de quatorze webinaires techniques organisé ces trois dernières semaines et dédié aux contrats de relance économique et de transition écologique (CRTE), mené en partenariat avec l'AdCF et avec le soutien du cabinet Politeia : plus de 350 cadres territoriaux y ont participé, s'apportant mutuellement des éléments pratiques et stratégiques et échangeant sur les méthodes permettant d'élaborer au mieux, c'est-à-dire, dans les délais impartis par l'État, leur CRTE.

Un grand merci aux délégués régionaux de l'ADGCF qui ont su se mobiliser rapidement pour répondre à une demande d'échanges d'informations et d'expériences cruciales pour nos membres. Le lancement officiel, la semaine dernière, de nos trois ateliers thématiques itinérants —« Transition écologique et Anthropocène », « Transition numérique, digitalisation et management des organisations », « Chaîne de production du service public »— organisés en présentiel, devrait aussi largement contribuer à compléter et à dynamiser l'activité de nos séminaires régionaux et aider nos adhérents à affronter le cycle de grands bouleversements dans lequel nous sommes entrés.

C'est d'ailleurs aussi la vocation du cycle de webinaires d'« experts à experts », que nous mettons en place à partir de ce mois de mai avec nos partenaires et qui propose, à chaque délégation régionale, des éclairages techniques sur les modalités d'exercice des responsabilités intercommunales : verdissement de la commande publique, rénovation thermique des bâtiments publics, dématérialisation, etc. **L'ADGCF a intensifié cette offre de rendez-vous en « proximité », dans la mesure où elle fait émerger de véritables espaces de collaboration technique.**

La production des idées

Anticiper, proposer, plutôt que de se voir imposer : c'est, indéniablement, la marque de fabrique, le leitmotiv, l'« ADN » de notre Association qui, depuis de très nombreuses années, s'est affirmée comme l'un des centres nerveux de la « recherche-action » dans le domaine des politiques publiques locales. Dans cette perspective et *en sus* des enquêtes en cours sur le dialogue social, la parité ou les lignes directrices de gestion, **l'ADGCF a publié en mars une étude majeure sur les processus innovants de coopération et de mutualisation mis en œuvre au sein du bloc local.**

Les propositions très opérationnelles qui ponctuent cette analyse sur *l'Administration locale partagée*, constituent le fer de lance des pistes d'action que l'ADGCF entend porter à l'occasion du débat parlementaire consacré au projet de loi « 4 D ». C'est également au mois de mars que l'Association a installé son Conseil Scientifique, réunissant chercheurs et experts de haut niveau et dont la mission est d'alimenter nos travaux prospectifs et réflexifs. Concrètement, les premiers travaux pratiques du « CS » débiteront à la fin de ce mois et porteront sur un sujet tout à la fois récurrent et épineux qui traverse la cause intercommunale depuis de nombreuses années : sa démocratisation.

Enfin, je ne saurais achever ce bref tour d'horizon des actions menées par l'ADGCF au cours du dernier semestre sans évoquer la diffusion, tant attendue, du programme des 13^{ème} Universités d'été des directeurs généraux des communautés et métropoles, événement annuel phare de l'Association dont nous avons été privés en 2020. Pour l'heure, les voyants « sanitaires » sont au vert : 7, 8, 9 juillet, au Grand Bornand, en présentiel, nous y croyons ! Autour d'une hypothèse particulièrement stimulante —le « communalisme » comme opportunité pour repenser la dynamique intercommunale— viendront notamment débattre avec nous Jacques Lévy, Laurence Lemouzy ou encore Pierre Veltz.

Mes cher(e)s collègues, mes cher(e)s ami(e)s, la période que nous traversons depuis plus d'un an n'est pas un long fleuve tranquille pour les directeurs généraux d'intercommunalité, loin s'en faut. C'est pourquoi, je serai d'autant plus heureux de vous retrouver le temps d'une parenthèse alpine et de partager avec vous, une séquence réflexive, constructive mais aussi, rassurez-vous, conviviale ! Rendez-vous au Grand Bo !

Yvonic RAMIS
Président de l'ADGCF

VIDÉO DU MOIS

L'égalité Femme/Homme à l'épreuve de la crise

Retrouvez Laurence Rossignol, sénatrice de l'Oise, vice-présidente du Sénat et notre président Yvonic Ramis dans l'émission « Parlez-vous public » produite par WEKA en partenariat avec la CASDEN.

[Voir la vidéo](#)

VIE DE L'ASSOCIATION

13^{èmes} Universités d'été des directeurs généraux des communautés et métropoles : les inscriptions sont ouvertes !

« Dynamique communaliste : une opportunité à saisir pour le mouvement intercommunal ? », c'est l'accroche des prochaines Universités d'été de l'ADGCF qui se dérouleront les 7, 8 et 9 juillet prochains au Grand Bornand.

[Télécharger le programme et s'inscrire](#)

DYNAMIQUE COMMUNALISTE :

une opportunité à saisir pour le mouvement intercommunal ?

13^{es} Universités d'été de l'ADGCF
MERCREDI 7, JEUDI 8 ET VENDREDI 9 JUILLET 2021
Le Grand Bornand



Adhésions 2021 en ligne : rejoignez-nous dès aujourd'hui !

Votre adhésion est un acte essentiel pour maintenir le dynamisme du réseau ADGCF : c'est bien votre mobilisation qui permet à l'association d'être reconnue comme un gisement d'expériences au service des cadres dirigeants des communautés et métropoles et un centre d'expertise par les cabinets ministériels et les administrations centrales. Nous comptons sur vous !

[Bulletin d'adhésion](#)

Projet de loi « 4 D » : l'ADGCF transmet ses propositions au Cabinet de la ministre de la cohésion des territoires

Le projet de loi « 4 D » - différenciation, décentralisation, déconcentration, décomplexification - est présenté le 12 mai en Conseil des ministres. Dans ce cadre, l'ADGCF a consulté au cours de ces dernières semaines ses adhérents afin de recenser les « irritants » qui entravent, au quotidien, l'action des managers et des élus du bloc local. Structurée autour de 4 axes (aménagement et transition écologique, management des RH et finances, gouvernance et démocratie, cohésion sociale et santé), une note capitalisant ces « retours terrain » a été transmise au Cabinet de Jacqueline Gourault ; elle constitue la première contribution de l'Association au débat parlementaire à venir.

[Télécharger la note](#)

Contact : david.lebras@adgcf.fr



MINISTÈRE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES

Parité - 1^{ère} édition du Prix Territoire d'égalité

L'ADGCF poursuit son plan d'action en faveur de l'égalité femmes hommes. Nécessitant des mesures législatives générales ambitieuses, les intercommunalités ont pleinement leur rôle à jouer dans la conduite du changement. A travers le travail et la coopération des élus et des agents territoriaux, les collectivités ont la responsabilité de l'amélioration du cadre de vie des habitants et le développement économique et social de leurs territoires, ce qui passe notamment par l'action contre les discriminations à l'embauche, contre les stéréotypes de genre et toutes autres formes d'entraves à l'égalité professionnelle entre femmes et hommes.

De ce fait, la mise en lumière et la reconnaissance des politiques publiques innovantes et courageuses en faveur de l'égalité économique est un enjeu majeur dans le déploiement de notre plan d'action et pour la visibilité de ces politiques publiques pionnières.

Votre collectivité a fait preuve d'un engagement remarquable pour l'égalité femmes-hommes dans l'économie ? Vous pouvez candidater à l'édition 2021 du Prix Territoire d'égalité en envoyant la présentation de votre projet à katia.paulin@adgcf.fr

Lignes directrices de Gestion : dernière relance pour l'enquête ADGCF-SOFAXIS

L'ADGCF et SOFAXIS vous proposent de répondre à un questionnaire détaillé sur les lignes directrices de gestion afin de faire le bilan des travaux réalisés et des difficultés rencontrées puis de connaître les projets des intercommunalités pour les années à venir.

L'objectif de cet observatoire est de vous donner une vision détaillée de la mise en œuvre des LDG au 1er trimestre 2021 et de vous permettre d'avoir un éclairage sur les travaux entrepris.

Nous vous proposons de répondre à la dernière relance de ce questionnaire qui vous sera renvoyé aujourd'hui.

Ces éléments seront présentés lors de nos prochaines Universités d'Été.

Contact : katia.paulin@adgcf.fr

PORTRAIT DE DG

Interview de Virginie Pinget Bauer, DG de la communauté de communes de la Vallée verte (Haute-Savoie - 8 communes – 8000 habitants)



[Lire la suite...](#)

INTERVIEW

Les deux derniers rapports de l'étude sur les Nouveaux modèles économiques urbains viennent de paraître.

Des guides conçus pour accompagner pas-à-pas les Collectivités dans la gestion de leurs services publics, stylo en main ! Interview.



[Lire la suite...](#)

Le partenaire du mois

Rencontre avec Lucas Gaillard Co-fondateur de MANTY

Pourquoi MANTY est devenu partenaire de l'ADGCF ?

Manty souhaitait se rapprocher des problématiques opérationnelles des décideurs publics, ainsi que s'appuyer sur un réseau et une expertise éprouvée. C'est pour cette raison que nous avons rejoint l'ADGCF en 2020, trois ans seulement après nos débuts.

[Lire la suite...](#)



CNFPT : Publication d'une étude qualitative sur les DGS confrontés à la crise pandémique

Comment vous êtes-vous adapté à la crise ? Que s'est-il passé pour vous ? Qu'est-ce que cette crise vous apprend ? Comment envisagez-vous les suites ? Qu'est-ce qui a été renforcé depuis le début de la crise ? Qu'est-ce qui est nouveau ?



Voilà les questions qui structurent le rapport piloté par Pascale Chelin-Allanic, cheffe du service Accompagnement des dynamiques territoriales du CNFPT. Intitulé *La crise saison 2, Enquête auprès de DGS, Analyse des enjeux pour les collectivités - Propositions pour le CNFPT*, le rapport cherche à identifier les « bonnes surprises » mais aussi les situations délicates auxquelles les DGS de collectivités ont dû et continuent de faire face.

 [Télécharger le rapport](#) (pdf, 749 Ko)

ESPACE PARTENAIRES

RANDSTAD

Baromètre RH des collectivités 2021



Cette année, l'ADGCF est partenaire du baromètre RH des collectivités créé par Randstad qui permettra de vous présenter un panorama des enjeux actuels de la stratégie des ressources humaines des intercommunalités françaises.

[Nous vous invitons à répondre au questionnaire ici](#)

SÉMAPHORES



Participez au webinaire : « Passer aux 1607 heures » : réussir le virage organisationnel et managérial ! le mardi 18 mai de 15h à 15h45

Au-delà de l'aspect réglementaire, **cette transformation** nécessite de réinterroger les sujets d'**organisation du travail** et les **rôles des managers**. L'un des enjeux essentiels réside en effet dans la **coexistence de ce qui doit être réglementé par l'organisation** pour assurer l'équité de traitement et la justice organisationnelle, et la **souplesse d'activité** qui doit être laissée aux équipes.

Comment auditer la maturité managériale de votre organisation sur les questions de temps de travail ? Comment embarquer les encadrants dans la mise en œuvre d'un nouveau règlement temps de travail ? Comment animer l'harmonisation des pratiques managériales dans le temps long, pour assurer l'équité organisationnelle en matière de gestion du temps de travail ?

[Programme et inscription](#)

SPALLIAN

Un diagnostic territorial basé sur l'Open Data pour votre CRTE



Spallian a développé un outil qui permet aux collectivités de piloter leurs politiques publiques, et notamment aux intercommunalités de préparer sereinement leur CRTE. Souvent éparse et de qualité inégale, la donnée peut être un véritable levier d'optimisation et d'évaluation à condition de savoir l'appréhender et l'utiliser. Spallian est spécialiste de la fiabilisation et du traitement de l'open data et dispose d'un patrimoine de données unique pour analyser et comprendre les enjeux territoriaux.

« Afin de préparer la signature de notre CRTE, nous avons fait appel à Spallian pour réaliser un diagnostic objectif et précis de notre territoire. Nous avons pu analyser et objectiver nos atouts et faiblesses sur les sujets clés de la transition énergétique, la cohésion territoriale et l'attractivité. L'utilisation de l'open data dans ce cadre a été saluée et nous est particulièrement utile pour établir le plan d'action. »

Youssef Zeniter, Directeur de l'attractivité du territoire à la communauté d'agglomération du Pays de Flers

SPALLIAN : Engagés dans l'innovation au service des territoires, nous fiabilisons et exploitons la richesse de l'open-data, nous accompagnons les collectivités dans la valorisation de leur patrimoine de données et nous proposons des dispositifs participatifs de création de données.

Contact : contact@spallian.com | 0158393999

Banque des territoires – Groupe Caisse des dépôts

La Banque des Territoires accompagne la rénovation énergétique des bâtiments publics

Dans le cadre du plan de relance du groupe Caisse des Dépôts, dont la transition énergétique et écologique est l'une des priorités, la Banque des Territoires accompagne en ingénierie et/ou en financement la rénovation énergétique des bâtiments des collectivités locales.

Elle a mis en ligne sur sa plateforme un espace thématique qui présente des informations utiles (notamment en termes de réglementation), des dispositifs permettant de favoriser le passage à l'action et des exemples détaillés de réalisations.

C'est ici.

Lire la suite...



Banque des territoires – Localtis

Retrouvez les articles récemment publiés dans Localtis :

- Réforme des formations des agents peu qualifiés : avis favorable du Conseil commun
- Titularisations des fonctionnaires stagiaires : les assouplissements liés à la crise vont être prorogés
- Emplois de direction dans la FPT : après une augmentation continue, la parité stoppée

IPSEC

IPSEC



Protection sociale complémentaire dans la fonction publique

L'ordonnance n° 2021-175 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique a été publiée au Journal officiel le 18 février 2021. Suivant le modèle du secteur privé, cette ordonnance obligera, au plus tard en 2026, les employeurs publics à financer au moins 50 % de la complémentaire santé des agents de la fonction publique. L'analyse de l'IPSEC.

[En savoir plus...](#)

MNT

Réforme de la protection sociale complémentaire

A la suite de l'ordonnance du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique, la réforme en cours suscite bien des questions de la part des employeurs publics. Experte du monde territorial, la MNT y répond, soucieuse d'accompagner au mieux les collectivités.

 [Télécharger le document](#) (pdf, 3387 Ko)



CNAS

Covid-19 : Le CNAS redistribue 14 millions d'euros et aide 318 000 jeunes

Le CNAS vient en aide à ses structures adhérentes et à ses bénéficiaires, en particulier les familles les plus impactées par la crise sanitaire. Cet acte de solidarité représente une enveloppe de 14 millions d'euros.

- Abondement de la prestation Rentrée scolaire 11-18 ans de 50 € pour l'année 2020 (bénéficiaires en 1re et 2e tranche d'imposition).
- Abondement de la prestation Rentrée scolaire 19-26 ans pour l'année 2020 :



- 120 € pour les ayants droit des bénéficiaires en 1re tranche d'imposition,
- 70 € pour les ayants droit des bénéficiaires en 2e tranche d'imposition.
- Gel de la cotisation annuelle versée par les structures adhérentes pour l'année 2021, en l'occurrence :
 - 212 € par actif au lieu des 217 € initialement prévus,
 - 137,80 € par retraité au lieu des 141,05 € initialement prévus,

La **revalorisation exceptionnelle de l'aide Rentrée scolaire 2020** a été largement plébiscitée par les bénéficiaires du CNAS :

318 000 prestations ont été délivrées, soit autant d'**aides aux jeunes et à leurs familles**, l'enveloppe supplémentaire dédiée à cette aide exceptionnelle a atteint **14 millions d'euros**, une redistribution sans précédent. Ce coup de pouce a été aussi accueilli très favorablement par les collectivités, comme en témoignent de nombreux retours des structures adhérentes.

HESAM Université – Programme 1 000 doctorants

HESAM
UNIVERSITÉ

Recherche action au service des territoires : la thèse CIFRE en collectivité

Mise en place d'un projet alimentaire territorial, mobilités et populations, accès et usages du numérique, revitalisation des centres-villes... Les défis actuels des territoires nécessitent de plus en plus de connaissances scientifiques, et les demandes d'interaction avec la recherche se multiplient au sein de l'action publique locale. Comment bénéficier des compétences de la recherche en matière de diagnostic, d'analyse et d'action ?

[Lire la suite...](#)

Retrouvez toute l'actualité de l'Association sur notre site internet www.adgcf.fr

La lettre d'information de l'ADGCF - [Vous désabonner](#)